

UDAF DE L'ARDECHE
370 AVENUE JACQUES DUPIN
07000 PRIVAS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos au 31 décembre 2025

www.anc2-expertise.fr • contact@anc2-expertise.fr

• Agence d'Annonay Domaine de la Gare «Le Rossini» 07100 Annonay t. 04 75 33 11 11	• Agence du Cheylard 5 rue Saint Joseph 07160 Le Cheylard t. 04 75 29 11 19	• Agence de Davézieux 15 rue des Pins Centre le Mas 07430 Davézieux t. 04 75 67 67 62	• Agence de Lamastre 26 place Seignobos 07270 Lamastre t. 04 75 07 63 36	• Agence de Sarraz 43 av. du 8 mai 1945 07370 Sarraz t. 04 75 23 02 90	• Agence de Tournon 6 rue Lagrange 07300 Tournon t. 04 82 13 00 01	• Agence de Valence 4 rue Georges Auric 26000 Valence t. 04 75 33 11 11	• Agence de Vernoux 5 rue Simone Vialet 07240 Vernoux en Vivarais t. 04 75 29 11 19
--	--	---	---	---	---	--	--

Société d'expertise comptable inscrite au Tableau de l'Ordre de la région de Lyon
 Commissaire aux comptes de la Compagnie de Nîmes

SARL au capital de 40 000 € - RCS 328 131 636 00032 - NAF 6920Z - n° TVA Intracom : FR23328131636

UDAF DE L'ARDECHE
370 AVENUE JACQUES DUPIN
07000 PRIVAS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos au 31 décembre 2025

Mesdames, Messieurs les membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association « **UDAF DE L'ARDECHE** » relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association « **UDAF DE L'ARDECHE** » à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01 janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R 821-180 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association « **UDAF DE L'ARDECHE** » à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilité du commissaire aux comptes relatifs à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection

d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Annonay, le 20 Avril 2026


Pour SARL ANC²
Michel CRESPIN
Commissaire aux comptes

www.anc2-expertise.fr • contact@anc2-expertise.fr

• Agence d'Annonay Domaine de la Gare «Le Rossini» 07100 Annonay t. 04 75 33 11 11	• Agence du Cheylard 5 rue Saint Joseph 07160 Le Cheylard t. 04 75 29 11 19	• Agence de Davézieux 15 rue des Pins Centre le Mas 07430 Davézieux t. 04 75 67 67 62	• Agence de Lamastre 26 place Seignobos 07270 Lamastre t. 04 75 07 63 36	• Agence de Sarraz 43 av. du 8 mai 1945 07370 Sarraz t. 04 75 23 02 90	• Agence de Tournon 6 rue Lagrange 07300 Tournon t. 04 82 13 00 01	• Agence de Valence 4 rue Georges Auric 26000 Valence t. 04 75 33 11 11	• Agence de Uzerche 5 rue Simone Vialet 07240 Uzerche en Uivarais t. 04 75 29 11 19
--	--	---	---	---	---	--	--

Société d'expertise comptable inscrite au Tableau de l'Ordre de la région de Lyon
Commissaire aux comptes de la Compagnie de Nîmes
SARL au capital de 40 000 € - RCS 328 131 636 00032 - NAF 6920Z - n° TVA Intracom : FR23328131636

UDAF ARDECHE
BILAN CONSOLIDE

ACTIF	31/12/2025			31/12/2024
	Montant Brut	Amort et prov.	Montant Net	Montant Net
Actif Immobilisé				
Immobilisations Incorporelles				
Frais d'établissement	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles	104 357,80	87 261,75	17 096,05	-
Immobilisations Corporelles	-			
Terrains	116 148,44	-	116 148,44	116 148,44
Constructions	3 369 601,84	622 651,05	2 746 950,79	2 817 368,97
Installations techniques, matériel et outillage	-	-	-	-
Autres immobilisations corporelles	728 625,84	604 638,16	123 987,68	121 074,88
Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	0,00
Immobilisations incorporelles en cours	-	-	-	-
Immobilisations Financières				
Participations et créances rattachées à des participations	-	-	-	-
Autres titres immobilisés	-	-	-	-
Prêts	-	-	-	-
Autres immobilisations financières	856,00	-	856,00	856,00
TOTAL I	4 319 589,92	1 314 550,96	3 005 038,96	3 055 448,29
Comptes de liaison	0,00	-	0,00	0,00
TOTAL II	0,00	-	0,00	0,00
Actif circulant				
Stocks et en-cours				
Matières premières et fournitures	-	-	-	-
Autres approvisionnements	-	-	-	-
En-cours de production (biens et services)	-	-	-	-
Produits intermédiaires et finis	-	-	-	-
Marchandises	-	-	-	-
Avances et acomptes versés sur commandes	-	-	-	-
Créances (2)				
Créances redevables et comptes rattachés (3)	364 812,13	-	364 812,13	380 271,44
Autres créances	3 610,00	-	3 610,00	3 328,00
Valeurs mobilières de placement	1 169 535,79	-	1 169 535,79	1 148 030,82
Disponibilités	936 635,45	-	936 635,45	879 867,39
Charges constatées d'avance	10 925,46	-	10 925,46	12 486,23
TOTAL III	2 485 518,83	-	2 485 518,83	2 423 983,88
Charges à répartir sur plusieurs exercices IV	-	-	-	-
Primes de remboursement des obligations V	-	-	-	-
Ecart de conversion (actif) VI	-	-	-	-
TOTAL GENERAL (I +II+III+IV+V+VI)	6 805 108,75	1 314 550,96	5 490 557,79	5 479 432,17

PASSIF	N	N-1
Fonds propres		
Fonds associatifs sans droit de reprise	-	-
Fonds associatifs avec droit de reprise	-	-
Dons et legs	-	-
Subventions d'investissement	-	-
Réserves		
Excédents affectés à l'investissement	328 020,09	328 020,09
Réserve de compensation	370 338,25	359 332,73
Réserve de trésorerie	-	-
Autres réserves	623 178,83	623 178,83
Report à nouveau (1)	396 415,60	275 997,35
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (2)	30 773,32	130 928,09
Subventions d'investissement (renouvelables)	217 050,00	29 650,00
Provisions réglementées		
Provision pour réserve de trésorerie	-	-
Réserves des plus-values nettes d'actif	-	-
TOTAL I	1 965 776,09	1 747 107,09
Comptes de liaison	0,00	0,00
TOTAL II	0,00	0,00
Provisions pour risques et charges	1 117 276,77	1 062 122,97
TOTAL III	1 117 276,77	1 062 122,97
Dettes (3)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (4)	1 677 490,68	1 706 407,40
Emprunts et dettes financières divers (5)	-	-
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	-	-
Redevables créditeurs	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	137 998,17	90 408,03
Dettes sociales et fiscales	383 062,34	401 411,22
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	11 213,42	71 801,13
Autres dettes (6)	190 506,04	392 940,05
Produits constatés d'avance	7 234,28	7 234,28
TOTAL IV	2 407 504,93	2 670 202,11
Ecart de conversion (passif) TOTAL V	-	-
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	5 490 557,79	5 479 432,17

COMPTES DE RESULTAT

CONSOLIDE

		Exercice N	Exercice N-1	ECART N/N-1	
LIBELLES		2025	2024	Euros	%
	PRODUITS D'EXPLOITATION				
	Produits des Tutelles	2 262 032,31	2 293 281,21	-31 248,90	-0,01
	Produits & Prestations de Services autres	375 227,28	380 905,24	-5 677,96	-0,01
	Fonds spécial	258 319,52	247 704,07	10 615,45	0,04
	Subventions de Fonctionnement autres	882 383,14	668 049,46	214 333,68	0,32
	Reprises sur Amortiss.& Provis., Transferts de Charges	49 931,60	40 460,53	9 471,07	0,23
	Produits de Gestion courante autres	13 708,16	9 365,70	4 342,46	0,46
	Total des Produits d'Exploitation (I)	3 841 602,01	3 639 766,21	201 835,80	0,06
	CHARGES D'EXPLOITATION				
	Achats stockés, Approvisionnements autres				
	Variation de Stocks				
	Achats et Charges Externes autres	531 728,73	542 053,32	-10 324,59	-0,02
	Impôts, Taxes et versements assimilés	237 178,58	209 525,28	27 653,30	0,13
	Salaires et Traitements	1 936 442,07	1 805 752,72	130 689,35	0,07
	Charges Sociales	735 766,15	713 210,76	22 555,39	0,03
	Dotations aux Amortissements sur Immobilisations	181 327,76	142 983,00	38 344,76	0,27
	Dotations aux Provisions sur Immobilisations				
	Dotations aux Provisions sur Actif Circulant				
	Dotations aux Provisions pour Risques et Charges	127 040,43	199 220,54	-72 180,11	-0,36
	Subventions versées aux Associations	20 429,10	19 750,66	678,44	0,03
	Charges de Gestion courante autres	1 288,80	1 229,26	59,54	0,05
	Total des charges d'Exploitation (II)	3 771 201,62	3 633 725,54	137 476,08	0,04
1 -	RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	70 400,39	6 040,67	64 359,72	10,65
	PRODUITS FINANCIERS				
	Produits des Valeurs Mobilières et Créances autres	9 717,89	18 012,57	-8 294,68	-0,46
	Intérêts et Produits assimilés autres				
	Reprises sur Provisions et Transferts de Charges				
	Produits nets s/cessions Valeurs Mobilières Placement				
	Total Produits Financiers (III)	9 717,89	18 012,57	-8 294,68	-0,46
	CHARGES FINANCIERES				
	Dotations Financières aux Amortissements et Provisions				
	Intérêts et Charges assimilées	47 168,99	38 021,11	9 147,88	0,24
	Charges nettes s/Cessions Valeurs Mobilières Placement				
	Total des Charges financières (IV)	47 168,99	38 021,11	9 147,88	0,24
2 -	RESULTAT FINANCIER (III-IV)	-37 451,10	-20 008,54	-17 442,56	0,87
3 -	RESULTAT COURANT (I-II+III-IV)	32 949,29	-13 967,87	46 917,16	-3,36
	PRODUITS EXCEPTIONNELS				
	Produits Exceptionnels sur Opérations de Gestion & Divers		245 000,00	-245 000,00	-1,00
	Produits Exceptionnels sur Opérations en Capital				
	Reprises Except. Sur Provisions, Transferts de Charges	0,00	350,00	-350,00	
	Total Produits Exceptionnels (V)	0,00	245 350,00	-245 350,00	0,00
	CHARGES EXCEPTIONNELS				
	Charges Exceptionnels sur Opérations de Gestion & I.S.	2 175,97	100 454,04	-98 278,07	0,00
	Charges Excpctionnels sur Opérations en Capital				
	Dotations Except. Aux Amortissements et Provisions				
	total des Charges Exceptionnelles & I.S. (VI)	2 175,97	100 454,04	-98 278,07	0,00
4 -	RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	-2 175,97	144 895,96	-147 071,93	-1,02
5 -	RESULTAT INTERMEDIAIRE (3+4)	30 773,32	130 928,09	-100 154,77	-0,76
	" +Report ressources non utilisées des excerc.antérieurs				
	" -Engagements à réaliser sur ressources affectées				
	TOTAL DES PRODUITS (I+III+V+Ressources)	3 851 319,90	3 903 128,78	-51 808,88	-0,01
	TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+Engagements)	3 820 546,58	3 772 200,69	48 345,89	0,01
6 -	RESULTAT : EXCEDENT OU INSUFFISANCE	30 773,32	130 928,09	-100 154,77	-0,76

I - ANNEXE

COMPTES ANNUELS AU 31/12/2025

A) Rappel de l'objet social et l'entité

L'UDAF de pour objet, sur plan départemental :

- D'appliquer les dispositions de l'article L.211-3 du code de l'action sociale et des familles.
- De donner à l'UNAF, des avis motivés sur toutes les questions dont celle-ci l'aura saisie, ou de lui soumettre toutes suggestions lui semblant opportunes.
- D'entreprendre toutes études et actions utiles à la défense des intérêts généraux, matériels et moraux des familles.
- De mettre à la disposition des membres actifs et des organismes associés la documentation utile à l'exercice de leurs missions.
- De faciliter la collaboration de ses membres actifs avec les organismes associés dans la mesure où ces groupements à but familial exercent une activité utile aux familles.
- De gérer tout service que le développement des services collectifs pourra initier.
- D'agir dans tous les domaines de la vie des familles.

B) Rappel de la nature et du périmètre des missions sociales réalisées.

-L'UDAF 07 a pour mission dans le périmètre défini par l'article L.211-3 du code de l'action sociale et des familles d'assurer la défense et la représentation des familles auprès des pouvoirs publics. Elle développe et gère également de nombreux services d'aide aux familles et aux personnes, par délégation de service public ou de sa propre initiative.

Le service le plus important de l'association (MJPM) compte 1065 mesures au 31/12/2025 soit une baisse de 1% par rapport à 2024.

Le service DPF durant l'exercice recense 53 mesures soit une hausse de 17% par rapport au réalisé 2024.

C) Moyens mis en œuvre

L'UDAF 07 est propriétaire des locaux suivants :

pour le siège au 370 Avenue Jacques Dupin à Privas,

d'une antenne à Privas au 9 cours du temple

et d'une antenne à Annonay Résidence les cordeliers

Elle est locataire de l'antenne à Aubenas 2 bd Pasteur.

L'UDAF07 loue une flotte d'une vingtaine de véhicules pour permettre aux salariés essentiellement les délégués mandataires d'assurer leurs prestations auprès des personnes protégées.

L'UDAF07 dispose d'un personnel au cours de l'année 2025 de 55.14ETP pour assurer les différentes tâches décrites ci-dessus, se répartissant comme suit

- 38.27 ETP en MJPM
- 2.19 ETP en DPF
- 2.41 ETP en PCB
- 1.65 ETP en gestion du FUL et FAJ

- 5.03 ETP en MASP/MAESF
- 0.83 ETP en conseiller numérique
- 0.79 ETP en MDF
- 0.85 ETP en Institution
- 1.50 ETP en ALS
- 1.62 ETP en DSF/ISPE

D) FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE :

Application effective de la réforme de la tutelle et de son financement à compter du 1er Janvier 2009

E) PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES :

- A compter du 31/1/2008 application de la nouvelle présentation du plan comptable des établissements sociaux et médico sociaux privé complet conformément au décret du 22/10/2003 et modifié par arrêté du 11/12/2014.
- L'UDAF de l'Ardèche applique les dispositions financières du code de l'action sociale et des familles
- Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :
 - continuité de l'exploitation,
 - permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
 - indépendance des exercices,
 et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.
- La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.
- Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déductions des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Immobilisations financières et valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

Conformément aux dispositions du code de l'action sociale et des familles, l'UDAF établit des comptes séparés selon les activités et l'origine des financements.

- Institution familiale
- Logement
- Gestion FAJ
- MJAGBF/DPF
- MJPM
- MASP/MAESF
- Point Conseil Budget
- Maison de la Famille
- ALS
- Conseiller numérique

F) NOTES SUR LE BILAN :

F-1) BILAN ACTIF :

⇒ **Immobilisations détenues en Crédit-bail** : néant

L'UDAF n'utilise pas les comptes des fonds dédiés

⇒ **Amortissements pour dépréciation** :

moyenne	Mode d'amortissement	Durée
Constructions	Linéaire	40 à 50 ans
Agencements	Linéaire	20 à 30 ans
Matériels et outillages	Linéaire	10 ans
Matériels informatiques	Linéaire	3 ans
Matériel de bureau	Linéaire	5 ans
Mobilier	Linéaire	10 ans
Matériel de transport	Linéaire	5 ans

⇒ **Actif circulant** – Classement par échéance :

L'échéance de toutes les créances de l'actif circulant est inférieure à un an.

⇒ **Actif circulant – Produits à recevoir :**

Les produits à recevoir sont constitués du :

- Solde du fonds spécial UNAF part II
 - Solde convention liaison et coordination du département
 - Solde des prélèvements des frais de gestion des majeurs MJPM
 - Solde de la convention de gestion du FUL au Département,
 - Solde de la convention MASP du Département,
 - Solde facture action logement 2025 et solde subvention CAF de MDF, CN et PCB
 - Solde convention impayés
- et s'élèvent à 364 812.13 € au 31/12/2025

⇒ **Actif circulant – Charges constatés d'avance : s'élève à 10 925.46**

Correspondent à la cotisation assurance dommages nouveau local du 09/02/23 au 09/02/33.

xxxxxxxxxxxxxx

F-2) BILAN PASSIF :

⇒ **Provisions pour risques et charges :**

➤ **Institution**

✓ Provision pour charges		
• Obligation contractuelle	=	373 769.04 €
• Grosses réparations	=	59 145.60 €
• Formation et risque	=	45 135.00 €
• Recommandation nexem	=	506.75 €
		<hr/>
		478 556.39 €

➤ **Tutelles MJPM**

✓ Provision pour risques		
• Pour risques dossiers tutelle	=	51 769.00 €
• Pour risques frais de gestion irre	=	26 918.09 €
• Pour risques formation	=	11 952.00 €
• Provision pour retraite	=	136 812.00 €
• Provision mise en conformité +RGPD=		6 150.00 €
• Provision pour charge (formation) =		14 859.59 €
• Provision pour grosses réparatios =		33 026.00 €
• Provision recomm.nexem	=	21 099.32 €
• Prov. dépassement kms	=	500.00 €
		<hr/>

303 086.00 €

📌 Tutelles MJAGBF

- Provision pour retraite = 4 443.48 €
- Provision pour charge formation = 3 600.00 €
- Provision pour risque recom.nexem = 585.15 €

8 628.63 €

📌 MASP / MAESF

- Provision pour obligation contractuelle = 55 882.48 €
- Provision pour formation cnc = 5 750.00 €
- Provision pour RGPD = 6 240.00 €
- Provision pour risque arrêt service masp = 20 749.00 €
- Provision recomm.nexem = 1 224.44 €
- Provision primes = 1 044.97 €

90 890.89 €

📌 Point Conseil Budget

- Provision pour obligation contractuelle = 5 750.00 €
- Provision pour formation = 1 800.00 €
- Provision pour risque sub. non reçu = 13 851.67€
- Prov.recommand.Nexem = 965.24 €

22 366.91 €

📌 Logement

- Provision pour obligation contractuelle = 37 900.00 €
- Provision pour risque logiciel + person. = 8 000.00 €
- Provision mise en conformité RGPD = 5 000.00 €
- Prov.recommand.Nexem = 797.93 €

51 697.93 €

📌 Gestion FAJ

- Provision pour obligation contractuelle = 2 150.00 €
- Provision pour formation RGPD = 3 000.00 €

5 150.00 €

📌 Gestion Conseiller Numérique

• Provision pour risque et charge	=	2 700.00 €
• Prov.recommand.Nexem	=	2 466.14 €
		<hr/> 5 166.14 €

➤ Maison de la Famille

• Provision pour risque sub non recu	=	8 945.00 €
		<hr/> 8 945.00 €

➤ Action Logement Services

• Provision pour état des lieux des sortants =		30 000.00 €
		<hr/> 30 000.00 €

Total	=	1 004 487.89 €
--------------	----------	-----------------------

⇒ **Dettes financières** – Classement par échéance :

Emprunt au 31/12/25

Dettes	Total dû au 31/12	dû à 1 an au plus	dû entre 1 et 5 ans	dû à plus de 5 ans
<i>mjpm</i>				
Emprunt souscrit le 28/08/15	0	0	0	
<i>Inst.</i>				
Emprunt ca	1 377 490.68	55 124.24	300 436.39	1 021 930.05
Emprunt ca	300 000.00		300 000.00	
TOTAL	1 677 490.68	55 124.24	600 436.39	1 021 930.05

Dettes financières – Sûreté réelles accordées :

Type finale	Bien donné en garantie	Montant de la dette au 31/12	Echéance de la dette
Nantissement Hypothèque			

⇒ **Autres dettes** – Classement par échéance :

Toutes les dettes, autres que financières, sont d'échéance inférieure à un an.

⇒ **Autres dettes, Provision pour Congés à Payer :**

Provision pour congés à payer totalement provisionnée par service

⇒ **Produits constatés d'avance :** 7 234.28€

Subvention ISTF du 1/1/26 au 31/10/26 7 234.28 €

F-3) BILAN :

⇒ **Comptes de liaison au 31/12/25 relatif à la trésorerie**

services	ACTIF	PASSIF
Institution	1 689 991.19	24 206.28
MJAGBF	1 920.81	11 000.22
MJPM	59 176.45	1 294 307.65
MASP/MAESF	1 998.07	148 711.86
logement	/	12 104.83
Conseiller num.	/	35 882.45
Gestion faj	/	22 971.99
Point Conseil Budget	530.57	217 220.39
MDF	24 206.28	1 042.64
ALS	90 967.50	103 821.89
DSF/ISPE	49 500.04	47 020.71
totaux	1 918 290.91	1 918 290.91

Les comptes de liaison sont équilibrés au 31/12/25

Au titre de changement de méthode à la demande du commissaire aux comptes, les comptes de liaison ont été compensés conformément aux dispositions du plan comptable dans le bilan consolidé.

⇒ **Montant des fonds gérés par service**

FUL : 37 345.74
FAJ : 22 786.69
MASP : 4 606.18
MJAGBF : 45 709.70
MJPM : 8 383.49
Soit un total de 118 831.80

Montant des patrimoines tutelles 30 249 711.57€

G) NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT :

⇒ Subventions : conditions suspensives ou résolutoires :

Néant

⇒ Charges et Produits exceptionnels et sur exercices antérieurs :

Néant

⇒ Recettes par activité

	institution	MDF	CONS.NUM	LOGEMENT	GEST.FAJ	MASP	DSF/ISPE	ACT. LOGEMENT	DPF	MJPM	PCB	TOTAL
CAF ARDECHE DPF									139 558,47			139 558,47
ETAT										2 112 245,40		2 112 245,40
DPT										6 355,80		6 355,80
MSA									3 872,64			3 872,64
												0,00
MAJEURS PROTEGES										375 227,28		375 227,28
MAJEURS PROTEGES MES ADHOC												0,00
												0,00
FONDS SPECIAL UNAF												0,00
PART I	204 290,98											204 290,98
PART II	8 771,23	8 771,22	13 694,32								22 791,77	54 028,54
												0,00
DEPARTEMENT/DIAGNOSTIC PAR	12 000,00	13 000,00		105 000,00	22 500,00	287 760,00					60 000,00	500 260,00
DEPARTEMENT MES ADHOC										10 000,00		10 000,00
												0,00
CAF ARDECHE REAAP 2*1500		3 000,00										3 000,00
CAF ARDECHE		24 000,00	4 000,00								24 000,00	52 000,00
CIA5 CAPCA FETE FAMILLE	500,00											500,00
SUB CONSO UNAF												0,00
												0,00
ETAT CNFS/CDC			10 000,00								50 562,00	60 562,00
COMMUNAUTE COM.AUBENAS			200,00									200,00
ISTF DDCSPP	8 681,14											8 681,14
												0,00
PACTE SOLIDARITE MDF ITI												0,00
												0,00
ACCOMP.IMPAYES											30 000,00	30 000,00
												0,00
ACTION LOGEMENT								75 270,00			0,00	75 270,00
ALS IVECO								91 560,00				91 560,00
												0,00
												0,00
DSF/ISPE						0,00	49 750,00					49 750,00
												0,00
TOTAL	234 243,35	48 771,22	27 894,32	105 000,00	22 500,00	287 760,00	49 750,00	166 830,00	143 431,11	2 503 828,48	187 353,77	3 777 362,25
%	6,2	1,29	0,74	2,78	0,6	7,62	1,32	4,42	3,8	66,29	4,94	100

⇒ **Charges et Produits exceptionnels et sur exercices antérieurs :**

Néant

H) AUTRES INFORMATIONS :

Ventilation de l'effectif moyen de l'exercice :

Renseignements en E.T.P. tels qu'ils ressortent de l'état du personnel.

Catégories	Direction / Encadrement	Administration/G estion	Socio-éducatif	Totaux
Institution	0.20	0.65		0.85
MDF	0.23	0.06	0.50	0.79
MJAGBF	0.24	0.25	1.70	2.19
MJPM	3.93	13.39	20.95	38.27
MASP/MAESF	0.22	1.39	3.42	5.03
Cons.Num.	0.11	0.02	0.70	0.83
Logement	0.09	1.25		1.34
Gestion FAJ	0.02	0.29		0.31
PCB	0.43	0.15	1.83	2.41
ALS	0.15	0.65	0.70	1.50
DSF/ISPE	0.05		1.57	1.62
TOTAUX	5.67	18.10	31.37	55.14

I) Redevance à l'URAF

L'UDAF de l'Ardèche a prévu une redevance et une cotisation annuelle à hauteur de 4 000€ conformément à l'article 3 de la convention relative au fonctionnement de l'association interdépartementale des UDAF Rhône Alpes affecté sur le compte 622820.

J) Reversement du Fonds Spécial

Il a été retenu 10% de la 1^{ère} tranche du fonds spécial soit 20429.10 € aux fédérations et associations.

K) Décision de l'Assemblée Générale

L'Assemblée générale de l'Ardèche réunie le 23 Juin 2025 a décidé à l'unanimité :
- d'affecter le résultat 2024 (hors tutelles) en report à nouveau pour un montant de
- 1 721.75€

- et nous sommes en attente pour le service MJPM et DPF pour l'exercice 2024
 Nous proposons d'affecter le résultat 2024 MJPM au compte 106870 Réserve de compensation des charges d'amortissement pour 120 598.64€.
 Et Résultat 2024 DPF au compte 106870 réserve de compensation des charges d'amortissement pour 12 051.70€.

Par contre nous avons le retour de l'exercice 2023 pour le service MJPM et DPF
 Résultat arrêté 2023 MJPM de 64 915.63 € ramené à 71 501.45 € affecté à :
 La réserve de compensation des charges d'amortissements pour un montant de 71 501.45€.

Résultat arrêté 2023 DPF de 10 552.36€ ramené à 11 302.46€ affecté à :
 Réserve de compensation des charges d'amortissements pour 11 302.46€

L) Observation sur les comptes des services MJAGBF et MJPM

Le bilan présenté fait apparaître un excédent de 30773.32€
 Cet excédent correspond aux situations suivantes :

- Déficit institution	- 17 166.53€
- Déficit Maison de la Famille	- 1 853.16€
- Excédent Service Mesure Judiciaire d'Aide à la Gestion du Budget Familial (MJAGBF)	1 330.18€
- Excédent Service Mesures Judiciaires de Protection des Majeurs (MJPM)	38 967.25€
- Excédent service Logement	3 214.54€
- Déficit service Conseiller numérique	- 22 794.37€
- Excédent service Gestion Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ)	1 285.48€
- Déficit service Masp/Maesf	- 963.08€
- Excédent Point Conseil Budget	891.65€
- Excédent ALS	27 761.45€
- Excédent DSF/ISPE	99.91€

Les comptes des services MJAGBF et MJPM sont des Etablissements et Services Sociaux et Médicaux Sociaux ESSMS. Ils sont soumis aux dispositions du décret du 22 Octobre 2003 repris dans les articles R314-8 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles. Selon l'article R514-52 de ce code l'autorité de tarification peut avant d'affecter le résultat de ces services en modifier d'office le montant.
 Ces comptes sont sous réserve d'une modification possible du résultat des services MJAGBF et MJPM par l'autorité de tarification.

M) **Réajustement de la clé de répartition** des salaires entre les services pour le personnel attaché à la direction selon le chiffre d'affaires de l'année 2023 et pour le personnel RH selon l'effectif de l'année 2023.

N) **Tableau de variation de fonds propres** : tableau prévu à l'article 431-5 du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif peut être adapté en application de l'article 153-1 selon le modèle suivant :

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	0.00				0.00
Fonds propres avec droit de reprise					0,00
Ecart de réévaluation					0,00
Réserves	1 310 531.65	11005.52			1 321 537.17
Dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		11 005.52			
Report à nouveau	275 997.35	120 418.25			396 415.60
Dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	-				
Excédent ou déficit de l'exercice	130 578.09	-130 578.09	30 773.32		30 773.32
Dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée			40 297.43		40 297.43
Situation nette					
Fonds propres consommables					0,00
Subventions d'investissement	30 000.00		188 000.00	950.00	217 050.00
Provisions réglementées	0.00			0.00	0.00
	1 747 107.09	845.68	218 773.32	950.00	1 965 776.09

0) **Tableau de détermination du résultat global** : art.153-2

TABLEAU DE DETERMINATION DU RESULTAT EFFECTIF GLOBAL DE L'ENTITE	EXERCICE 2024	EXERCICE 2025
RESULTAT COMPTABLE	130 578.09	30 773.32
Reprise du résultat antérieur		
EXCEDENT OU DEFICIT EFFECTIF GLOBAL	130 578.09	30 773.32
Dont résultat effectif sous gestion propre	- 2 071.75	40 297.43
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	132 649.84	- 9524.11

